

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)****(CCAP -DREALBZH-Etudes échangeur du Liziec octobre 2025
marché n°25EAL35004)*****Acheteur***

État – Ministère de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
(DREAL) de Bretagne

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du
logement de Bretagne ayant reçu délégation de signature par arrêté préfectoral
n°2024/DREAL/DSF-Marchés

Objet du marché**RN 165 - échangeur du Liziec**

Consolidation des études préalables à l'enquête publique DUP
Constitution du dossier d'enquête d'utilité publique, du dossier d'avant-projet, du
dossier des engagements de l'État et du dossier d'autorisation environnementale

Le présent CCAP comporte __0__ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

<u>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</u>	<u>4</u>
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	4
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	6
1-4. Passation des marchés subséquents.....	6
1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques.....	6
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	6
1-7. Dispositions générales.....	6
1-8. Ordres de service.....	15
1-9. Clauses de réexamen du marché public.....	15
<u>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....</u>	<u>16</u>
<u>ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....</u>	<u>17</u>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	17
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	17
3-3. Variation dans les prix.....	19
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	20
<u>ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....</u>	<u>20</u>
4-1. Délai d'exécution.....	20
4-2. Pénalités.....	21
4-3. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	21
<u>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ : MARCHES SUBSÉQUENTS.....</u>	<u>21</u>
5-1. Retenue de garantie.....	21
5-2. Avances.....	21
<u>ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....</u>	<u>22</u>
<u>ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</u>	<u>22</u>
7-1. Définitions.....	22
7-2. Déroulement d'une consultation subséquente.....	22
7-3. Sanction du titulaire pour absence de réponse aux marchés subséquents.....	23

7-4. Composition du DCE subséquent.....	23
7-5. Critères de jugement de l'offre d'une consultation subséquente.....	23
ARTICLE 8. MARCHÉS SUBSÉQUENTS : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	24
8-1. Forme des marchés subséquents.....	24
8-2. Pénalités des marchés subséquents.....	24
8-3. Sous-traitance des marchés subséquents.....	25
ARTICLE 9. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	25
9-1. Admission.....	25
9-2. Garantie des prestations.....	26
ARTICLE 10. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION.....	26
10-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....	26
10-2. Résiliation.....	27
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	28
ARTICLE 12. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS ET LITIGES.....	28
12-1. Accord à l'amiable.....	29
12-2. Procédure contentieuse.....	30

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Le présent accord-cadre a pour objet la Consolidation des études préalables à l'enquête publique DUP, Constitution du dossier d'enquête d'utilité publique, du dossier d'avant-projet, du dossier des engagements de l'État et du dossier d'autorisation environnementale de l'opération de restructuration du système d'échange du Liziec/Tréalvé (RN165 - RN166 - voiries locales) sur le territoire des communes de Vannes et Saint-Avé dans le département du Morbihan.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 à R.2162-12 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes. L'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles. Les marchés subséquents viendront préciser les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. Le Directeur adjoint ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
 - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).
2. La cheffe de la Division Mobilité Durable ou le chef de l'Unité Infrastructures et Maîtrise d'Ouvrage pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

1-2.2. Formes des notifications

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement signé par les parties, accompagnée éventuellement d'une mise au point du marché et de ses annexes éventuelles. Les autres documents contractuels ne sont pas notifiés au titulaire. Ce sont ceux issus de la consultation, dans leur dernière version publiée sur le profil acheteur. Ils sont conservés par le maître d'ouvrage ainsi que l'original de l'Acte d'Engagement et ce sont les seuls qui font foi.

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, les adresses postale et électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, ce sont la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai(s) celui-ci(ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Les stipulations du CCAG sont applicables.

1-4. Passation des marchés subséquents

Les marchés subséquents qui seront passés sur le fondement du présent accord cadre interviendront lors la survenance des besoins à l'avancement des études, suite à des décisions du COPIL ou par décisions du pouvoir adjudicateur.

1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4 du CCAP.

1-6.2 Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4 du présent CCAP.

1-7. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du

Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1-7.3. Assurances

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial dont le modèle est fourni par le RA.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

1-7.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-7.6. Clauses sociales et environnementales

1-7.6.1. Clauses sociales

A- Condition d'exécution relative à l'insertion de personnes éloignées de l'emploi

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 et R.2111-10 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause sociale obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Pour l'exécution d'un marché subséquent, le facilitateur étudiera la faisabilité d'inclusion d'une clause sociale dans chaque marché subséquent. Il déterminera le nombre d'heures de travail réservées au public visé si cela est envisageable ou inclura le cas échéant une clause de considération sociale.

Cette clause est applicable à tous les marchés subséquents et pourra être exprimée en nombre d'heures de travail réservées au public visé par l'action d'insertion socio professionnelle.

L'engagement minimal des heures d'insertion sera défini pour chaque marché subséquent, avec a minima au global sur l'accord cadre 70 heures du volume total horaire effectivement commandé.

A cet effet, l'entreprise remettra à l'appui de son offre pour un marché subséquent, l'annexe à l'acte d'engagement relative à l'insertion sociale complétée et signée décrivant les modalités de mise en œuvre de cette action d'insertion par l'activité économique.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur désigné pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

Ces dispositions feront l'objet d'un suivi en cours d'exécution du marché et d'une évaluation en

fin d'exécution par le facilitateur de la clause sociale désigné.

À l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

B- Publics éligibles

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi :

B.1- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État :

- a) Personnes prises en charge dans les secteurs adaptés ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT
- b) Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- c) Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e) Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- f) Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

B.2- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- g) Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h) Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- i) Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- j) Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de

Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Comme les CCAG le précisent et afin de prévenir toute difficulté d'exécution, l'éligibilité des publics doit être vérifiée préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion. Par ailleurs, l'éligibilité à la clause sociale ne repose que sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés (par exemple : contrats d'alternance).

C- Coordonnées du facilitateur

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur désigné ci-après, dont l'intervention et la mission sont précisées à l'article 16.1.4 du CCAG- Prestations intellectuelles notamment :

Le facilitateur a pour mission :

- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc.) ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- d'organiser le suivi des publics ;
- de mesurer et de communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du contrat.

Ivan LOUER

Facilitateur de la clause sociale

Fédération Entreprises d'Insertion Bretagne

Département du Morbihan

Tel : 06 22 80 85 49

i.louer@lesentreprisesdinsertion.org

D- Modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion

Les modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

L'embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).

La mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), d'une entreprise adaptée (EA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT1) ;

Le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

E- Globalisation des heures d'insertion

La globalisation des heures d'insertion décrite à l'article 16.1.3 du CCAG-Prestations Intellectuelles est possible :

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, émanant d'un ou plusieurs acheteurs mobilisant le même guichet unique clause sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en oeuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion. Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

F- Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à contacter le facilitateur afin d'échanger avec lui sur une répartition convenable de la volumétrie d'insertion sous-traitée. En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

G- Comptabilisation des heures d'insertion, de formation, et durée d'éligibilité des salariés en insertion

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée maximale de 24 mois.

- Cas particulier d'embauche en CDI et de prolongation de l'éligibilité :

Dans l'intervalle temporel de réalisation du contrat public, si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois de plus que les 24 mois habituels, dans la limite de 36 mois.

Dans tous les cas (prolongation éligibilité avec CDI, globalisation, etc.), la comptabilisation des

heures ne peut intervenir que dans l'intervalle temporel du contrat public.

- Comptabilisation des heures de formation

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire (CIPI), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

En revanche, les périodes de formation ou de stage ne sont pas comptabilisées en amont de l'embauche (PMSMP, stages etc.).

Néanmoins, lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi, notamment dans le cadre de clause sociale, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions cumulatives :

- L'entreprise est mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIPI, accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation.
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, voir à l'issue de la fin de la période d'essai.
- La valorisation des heures de formation intervient dans une limite de 10% des heures d'insertion réalisées dans le cadre du marché.

H- Respect de la réglementation RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données personnelles des bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Durant cette période, le facilitateur met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés. L'accès aux données personnelles est strictement limité au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et le facilitateur s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable depuis le 25 mai 2018), le titulaire ou le

bénéficiaire des clauses bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de ses données ou encore de limitation du traitement des données. Le titulaire ou le bénéficiaire peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Dans le cadre de l'exercice de ses droits, le titulaire ou le bénéficiaire des clauses peuvent contacter le délégué à la protection des données par mél à compléter ou par courrier à compléter.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

I- Suivi et contrôle de l'action d'insertion

Conformément à l'article 16.1.4. du CCAG-Prestations Intellectuelles:

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.
- A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 1 à 3 mois selon nature de l'activité.
- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication mensuelle ou trimestrielle selon la durée prévue du marché.

Ils comportent les justificatifs suivants : le(s) justificatif(s) de l'éligibilité du ou des personnes recrutées, le type de contrat, poste occupé, date d'embauche, l'attestation mensuelle ou trimestrielle d'heures d'insertion adressée au facilitateur etc. ». Tous ces éléments sont traités en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel.

- Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :

- le facilitateur établit un bilan intermédiaire sur la base des justificatifs transmis par les titulaires, à la demande de l'acheteur ;
- Le facilitateur transmet un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché, à destination de l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

J- Difficultés éventuelles de réalisation

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'acheteur et le facilitateur, étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.
- En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la

demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale.

Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

1-7.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la qualité environnementale des matériaux utilisés (papiers), la faveur accordée aux échanges téléphoniques ou en visioconférence sur les rendez-vous en présence.

Les livrables seront transmis au maître d'ouvrage obligatoirement sous forme dématérialisée, ainsi que dans des cas particuliers pour lesquels une version papier est nécessaire. Ces cas particuliers seront précisés par le maître d'ouvrage.

1-8. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont signés et notifiés par le représentant de l'acheteur, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

1-9. Clauses de réexamen du marché public

Conformément à l'article L 2194-1 du CCP, le marché pourra être modifié, sans nouvelle procédure de mise en concurrence sous forme de clause de ré-examen, dans les conditions listées ci-dessous, quel que soit le montant des modifications :

- Modalités de révision des prix : en cas de disparition de l'indice de référence, un indice équivalent pourra y être substitué.
- Modifications contractuelles rendues nécessaires au vu des circonstances imprévisibles, avec possibilité, le cas échéant, de modifications de prestations, de délais d'exécution et des aménagements des conditions de mise en œuvre des pénalités, sur présentation de justificatifs en corrélation avec un contexte sanitaire ou état grave (risque de pandémie, conjoncture sanitaire, état de guerre).
- Augmentation du montant maximum de l'accord cadre, limité à 15% dans le cas où :
 - les inventaires faune flore devraient être mis à jour.
 - le titulaire serait amené à produire la Notice Respect de l'Environnement à la demande de la maîtrise d'ouvrage.
- Une modification contractuelle de transfert pourra être établie dans le cas où la société titulaire ferait l'objet :
 - d'une fusion ;
 - d'une transformation de sa forme juridique ;

- d'une restructuration ;
- d'une acquisition (cession et donation) ;
- d'une liquidation judiciaire avec repreneur.
- La modification contractuelle de transfert est conditionnée à l'assurance que le nouvel opérateur dispose des qualifications professionnelles et techniques initialement exigées.
- La poursuite du contrat avec le nouveau titulaire est laissée à l'appréciation de l'acheteur public tout comme la satisfaction des qualifications et de l'expérience sur des prestations similaires exigées au titre du marché aux circonstances difficiles rencontrées par le titulaire sur la base de justificatifs étayés. Mise en œuvre des clauses d'insertion : le nombre d'heures d'insertion pourra être adapté dès lors que le titulaire se trouve dans l'incapacité de réaliser ses engagements pour des raisons qui ne lui sont pas imputables.
-

Les clauses de réexamen listées ci-dessus n'engagent pas le maître d'ouvrage sur leur mise en œuvre mais elles visent à anticiper les actes de modifications du marché prévisibles.

Ces clauses pourront être mises en œuvre sur décision du maître d'ouvrage et seront alors formalisées par un acte modificatif au marché.

Le cas échéant, les parties actent de ces modifications sur la base de justificatifs fournis par le titulaire et définissent conjointement les modalités de prise en charge, totale ou partielle, directement induit par cette circonstance.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications contractuelles éventuelles ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et ses annexes éventuelles,
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires ;
- Le mémoire technique du titulaire, à l'exclusion du planning prévisionnel ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

Les documents principaux prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

Les pièces générales ne sont pas jointes au dossier de consultation mais sont réputées connues.

Sauf précision dans la liste, les documents applicables sont ceux en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois zéro) tel que défini à l'acte d'engagement.

Les exemplaires des documents contractuels, dont l'original de l'Acte d'Engagement, conservés par le maître d'ouvrage font seuls foi.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG PI, les prix forfaitaires sont notamment réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Ils sont aussi établis en tenant compte :

- des itérations prévisibles et indispensables pour la qualité des documents produits, entre le titulaire, la DIRO/SIR, l'ensemble des contributeurs (avis et/ou contrôles) et le maître d'ouvrage.
- Du fait qu'à l'exception des seules tâches mentionnées dans le présent contrat comme étant effectuées par la personne publique, les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par la personne publique ou le maître d'ouvrage,
- de toutes les sujétions normalement prévisibles et, en particulier, les frais de déplacements, de reproduction et d'envoi des documents, ainsi que les frais résultant des modifications, corrections ou mises au point des documents suite à des observations du maître d'ouvrage en vue de leur approbation, pour autant que celles-ci ne modifient pas le contenu de la mission définie dans le présent contrat et les frais des réunions avec le maître d'ouvrage et les partenaires des études quels qu'ils soient,
- que des demandes de corrections, d'optimisations et de mises au point des prestations ne sauraient en aucun cas être considérées comme des modifications du contenu de la mission.

En cas de sous-traitance, les prix intègrent les frais de coordination et de contrôle par le titulaire de ses sous-traitants ainsi que leur défaillance éventuelle.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre à marchés subséquents sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires et forfaitaires.

3-2.3. Les modalités du règlement des comptes d'un marché subséquent sont les suivantes :

Les modalités de règlement d'un marché subséquent sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG et seront déterminées à chaque marché subséquent selon les livrables identifiés. Un ou des jalons/livrables seront définis pour le versement d'acompte(s). Les acomptes seront versés jusqu'à 80 % suivant l'avancement des prestations. Le solde (20 %) sera versé à l'admission sur présentation d'une demande de paiement.

Chaque demande d'acompte devra être accompagnée des documents justificatifs permettant de constater l'état d'avancement effectif des prestations et leur conformité au marché.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de l'accord-cadre
- Le numéro de SIRET de l'Etat : 11000201100044
- Le code du service exécutant de la dépense : **CGFB200035**
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Une copie de la demande de paiement sera impérativement adressée au responsable d'opération par courrier électronique. Néanmoins, le paiement ne pouvant être réalisé au vu de cette copie, elle ne fait donc pas courir le délai global de paiement prévu par l'article R2192-10 du code de la commande publique.

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à

L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix de l'accord cadre des variations du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

Les modalités de variation des prix ne s'appliquent pas aux marchés subséquents.

3-3.1. Les prix des bordereaux des prix de l'accord-cadre sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4 du présent CCAP.

3-3.2. Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié par :

– INSEE

3-3.4. Modalités de révision par ajustement des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-3} / I_0$$

La révision des prix est effectuée **au mois de janvier de chaque nouvelle année avec :**

I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision

En complément de l'article 10.2.3 du CCAG, l'arrondi est appliqué au résultat final.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

4-1. Délai d'exécution

Les stipulations concernant les délais d'exécution et leurs points de départ figurent dans les actes d'engagement.

Durée de validité de l'accord-cadre

- Les règles concernant la durée de l'accord-cadre sont fixées dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Délais d'exécution des marchés subséquents

- Les règles concernant la durée de l'exécution des marchés subséquents seront fixées dans l'acte d'engagement des marchés subséquents.

En complément de l'article 13.3.3 du CCAG, suite à la demande du titulaire de prolonger de délai, le silence gardé par le maître d'ouvrage au-delà de 15 jours ne vaut pas acceptation de la demande. Seule une décision écrite de ce dernier vaudra acceptation.

4-2. Pénalités

Les pénalités concernent uniquement les marchés subséquents (cf. article 8-2 du présent CCAP).

4-3. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Les primes éventuelles seront définies dans les marchés subséquents.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ : MARCHES SUBSÉQUENTS

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement du marché subséquent, une avance est accordée au titulaire dans les conditions suivantes :

Elle n'est due que sur la base du montant du marché subséquent diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Si le montant du marché subséquent est supérieur à 50 000€ HT, et sa durée supérieure à deux mois, le montant de l'avance est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à :

- 30 % du montant TTC du marché subséquent si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois
- ou, si la durée est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois le montant TTC du marché subséquent divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché.

Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent à l'exception de l'article 35-3 : le titulaire n'est pas autorisé à exploiter les résultats créés dans le cadre du marché quel qu'en soit l'usage.

ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Définitions

L'article L2125-1 1° du Code de la Commande Publique (CCP) dispose qu'un accord-cadre permet de présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques en vue de conclure un contrat établissant tout ou partie des règles relatives aux commandes à passer au cours d'une période donnée.

Lorsque l'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles, il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R2162-7 à R2162-12 du CCP.

Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre. Ils ne peuvent entraîner des modifications substantielles des termes de l'accord-cadre. (Article R2162-7 du CCP).

S'agissant ici d'un Accord cadre mono_attributaire, pour chacun des marchés subséquents, le **RA** consulte le titulaire de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre peuvent être notifiés dès notification de l'accord-cadre jusqu'à l'expiration de sa durée de validité (cf. AE).

7-2. Déroulement d'une consultation subséquente

Lors de la survenance du besoin, le Représentant de l'Acheteur établit un Dossier de Consultation (DCE) qu'il joint à la lettre de consultation.

L'ensemble est adressé au titulaire de l'accord-cadre, par courrier électronique, par l'intermédiaire de l'outil PLACE.

La lettre de consultation indique la composition du DCE et les conditions de remise des offres :

- date et heure limites de remise des offres,
- lieu de remise des offres.

Le délai de consultation dont dispose le titulaire pour élaborer son offre et la remettre au RA est au minimum de 15 jours calendaires à compter du jour de la réception du DCE.

Seul sera ouvert le pli qui aura été reçu au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Si l'offre s'avère inappropriée, irrégulière ou inacceptable, au sens de l'article L2152-1 du CCP elle sera éliminée par le RA.

Le RA examine l'offre et a la faculté d'engager une négociation avec le titulaire sur tout élément de l'offre.

7-3. Sanction du titulaire pour absence de réponse aux marchés subséquents

Le titulaire de l'accord-cadre doit obligatoirement répondre à chacune des consultations subséquentes sous peine d'application de pénalité. En cas d'absence répétée de réponse dans les délais, l'accord cadre sera résilié pour faute.

7-4. Composition du DCE subséquent

Lors d'une consultation subséquente, le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est composé de :

- Une lettre de consultation (LC),
- Un Acte d'Engagement (AE), qui fixe le délai d'exécution de la prestation,
- Une Détail Quantitatif Estimatif Fictif sur la base du bordereau des prix de l'accord cadre.
- Un CCTP décrivant les besoins du RA spécifiquement pour ce marché subséquent.
- Un modèle de déclaration de sous-traitance de rang 1

Le CCAP et le CCTP de l'accord-cadre seront des pièces constitutives des marchés subséquents.

7-5. Critères de jugement de l'offre d'une consultation subséquente

Lors d'une consultation subséquente, après analyse de l'offre, la négociation aura pour objectif d'obtenir une offre technique adaptée au besoin à un prix avantageux au regard des contraintes calendaires et de la complexité des attendus de la mission.

Le titulaire détaillera :

- L'équipe dédiée au marché subséquent à partir des intervenants désignés à l'accord cadre et dûment agréés par le RA. Tout nouvel intervenant aura dû être agréé préalablement à la consultation du marché subséquent ou sera agréé dans le cadre de la consultation pour le seul marché subséquent (et non pour l'accord cadre dans ce cas de figure). Le RA se réserve le droit de refuser un agrément de façon argumentée.
- L'organisation et les méthodes spécifiques à la commande pour répondre aux besoins du RA. Un mémoire spécifique au marché subséquent sera exigé, il ne pourra s'écarter sensiblement du mémoire remis lors de l'attribution de l'accord cadre.

ARTICLE 8. MARCHÉS SUBSÉQUENTS : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

8-1. Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre seront des marchés à prix global et forfaitaire basés sur le bordereau des prix de l'accord-cadre.

Les prix indiqués dans la BPUF sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement du marché subséquent.

8-2. Pénalités des marchés subséquents

8-2.1. Pénalité de retard :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de non-respect par le titulaire d'un marché subséquent sur un des délais fixés dans l'acte d'engagement de chaque marché subséquent, il est appliqué une pénalité de 500 € HT par jour ouvré de retard.

8-2.2. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

8-2.3. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

8-2.4. Pénalités pour non-respect des clauses sociales

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion éventuellement prévue à l'article 1,7,6,1 du CCAP de l'Accord Cadre sont les suivantes :

- En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause **150 €** par jour de retard à compter de la mise en demeure
- En cas de non réalisation des heures d'insertion : **50 €** par heure d'insertion non réalisée

8-2.5. Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €.

8-2.6. Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

8-2.7. Pénalité pour absence en réunion

En cas d'absence injustifiée à une réunion à laquelle le titulaire aura été convié, ce dernier subira une pénalité forfaitaire de 500 €.

8-2.8. Pénalité pour non transmission des pièces et attestations mentionnées à l'article 1.7

En cas de non transmission des pièces et attestations mentionnées à l'article 1.7, une pénalité de 200€ sera appliquée.

Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché. Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG.

8-3. Sous-traitance des marchés subséquents

Les conditions d'acceptation de tout sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement sont détaillées à l'article 3-4.

Lors de la passation d'un marché subséquent, le titulaire indique dans l'acte d'engagement le montant sous-traité.

Lors de la passation d'un marché subséquent, pour chaque sous-traitant, un formulaire DC 4 est annexé à l'acte d'engagement du marché. Il reprend entièrement les informations du formulaire DC 4 du dossier de demande de sous-traitance, et il indique en plus :

- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct à ce sous-traitant,
- l'acceptation ou le refus de l'avance.

Le montant sous-traité constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant peut présenter en nantissement ou céder. Le titulaire peut donc présenter en nantissement ou céder le montant du marché subséquent diminué de la part sous-traitée.

ARTICLE 9. ADMISSIONS ET GARANTIES**9-1. Admission****9-1.1. Remise des documents**

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, ppt, doc, xls, odp, odt, dwg, shp, dxf.

9-1.2. Délais d'admission des prestations

L'admission consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur **du livrable** défini à chaque marché subséquent.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG, si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au titulaire dans le délai de 2 mois, défini à l'article 28.2 du CCAG, les prestations ne sont pas considérées comme admises, la décision d'admission du maître d'ouvrage ne peut être tacite.

9-1.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

9-1.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

9-1.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

9-2. Garantie des prestations

Sans objet.

ARTICLE 10. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION

10-1. Arrêt de l'exécution des prestations

Il peut être mis fin à l'exécution de l'accord-cadre et/ou des marchés subséquents, avant leur expiration, qu'il y ait faute ou non du Titulaire, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet.

Possibilité de mettre fin à l'accord-cadre pour faute :

- En cas d'absence répétée ou non justifiée de réponse ;
- S'il est constaté le caractère manifeste de la remise de réponses inappropriées, irrégulières, inacceptables et ce, sans justification valable ;
- En cas de remise d'offres qualitativement inférieures à l'offre indicative remise lors de l'accord-cadre ;
- En cas de manquement ou de non-réalisation de la prestation pour laquelle le Titulaire s'est engagé.

10-2. Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal. A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 i) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Conformément au Règlement (UE) 2022/576 du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014, le marché pourra également être résilié sans indemnité dans le cas où le titulaire, un sous-traitant ou un fournisseur intervenant dans l'exécution du marché se révélerait être un opérateur économique russe, une personne morale, entité ou organisme établi en Russie, ou une entité détenue ou contrôlée par ceux-ci, y compris par le biais de sous-traitance ou de la chaîne d'approvisionnement. Cette résiliation pourra intervenir à tout moment dès la découverte de la situation, sans préjudice des autres dispositions du présent article.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, la résiliation prononcée par le RA pour un motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité forfaitaire pour le titulaire. En revanche, le titulaire a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées, conformément à l'article du CCAG sus-mentionné. Ce montant est établi sur la base de justificatifs probants dont la production est à la charge du titulaire.

Redressement ou liquidation judiciaire

Le titulaire informe immédiatement le maître d'ouvrage de sa mise en redressement ou en liquidation judiciaire en produisant une **copie du jugement de liquidation judiciaire** désignant l'administrateur ou le liquidateur. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure l'invitant à se prononcer sur la résiliation du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

Si l'administrateur ou le liquidateur confirme que l'opérateur économique n'est pas en mesure

d'exécuter les prestations du marché ou en l'absence de toute réponse de sa part au-delà d'un mois, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui imparti un délai plus court.

a décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire et n'ouvre droit à aucune indemnité.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire et sa liquidation judiciaire, conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-2-2	déroge à l'article	4.2 du CCAG
CCAP 1-7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 8-2-1	déroge à l'article	14.1 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	29 du CCAG
CCAP 9-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG 3ème alinéa
CCAP 10-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG
CCAP 10-2	déroge à l'article	40 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

ARTICLE 12. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENTS ET LITIGES

Le présent marché est régi par le droit français. Il est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG s'appliquent.

Tous les actes administratifs détachables du marché, ainsi que les litiges qui pourraient naître de son exécution relèvent de la compétence du juge administratif français.

12-1. Accord à l'amiable

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

12-1.1. Modes alternatifs

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir l'un ou plusieurs des modes alternatifs de règlement des conflits, soit la médiation, l'arbitrage ou le recours au règlement amiable des différends dont principalement :

a) Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère est joignable à l'adresse suivante : mediateur@developpement-durable.gouv.fr

Si, à l'issue d'un délai de trois (3) mois, le différend n'a pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

b) Médiateur des petites et moyennes entreprises est joignable à l'adresse suivante : correspondantPME@developpement-durable.gouv.fr

c) Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics, conformément aux dispositions de l'article L.2197-3 et R.2197-1 à 22 du CCP, à l'adresse suivante :

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
Immeuble Skyline, 22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES Cedex 1

Le secrétariat du CCIRA de Nantes peut également être contacté aux coordonnées suivantes :
Tél. : 02 53 46 79 02
Courriel : paysdl.ccira@dreets.gouv.fr

12-2. Procédure contentieuse

A défaut d'accord amiable entre les parties, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché sera soumis au Tribunal Administratif de Rennes seul compétent.